



PREMIER MINISTRE

Mission interministérielle de vigilance
et de lutte contre les dérives sectaires

Compte rendu de la réunion conjointe du Conseil d'Orientation et du Comité exécutif de pilotage opérationnel du 11 juin 2018

Étaient présents : Monsieur AZIBERT, Madame BARRAUD, Madame BENSADON, Madame BIRAGH, Monsieur BRIARD, Madame CARRE, Madame CAHEN, Monsieur CHARTIER, Monsieur CHARTON, Monsieur COLOMBIE, Monsieur FOULQUIER-GAZAGNES, Monsieur GARANCHE, Madame GUICHARD, Monsieur GUICHARD, Madame ISLER, Monsieur LATOURNERIE, Madame LEHBERGER, Madame MARREC, Monsieur METIVET, Monsieur MICHEL, Madame MORAIS, Madame PICARD, Monsieur REMY, Monsieur SZARCEBERG, Monsieur TIERE, Madame TRELAT

Le président de la MIVILUDES, Monsieur Serge BLISKO et l'ensemble de son équipe.

La réunion débute à 10h. Le président Blisko remercie les personnes présentes.

1) Actualité institutionnelle

- La Miviludes dans les prochains mois : le président Blisko informe que son mandat arrive à échéance en octobre 2018. Il précise que des propositions pour la refonte du décret n° 2002-1392 du 28 novembre 2002 ont été transmises pour avis technique au SGG puis au cabinet du Premier ministre. Compte tenu de l'intensité du travail au SGG, il est peu probable que le décret soit modifié avant le 4^e trimestre 2018.

- Revue de presse: elle témoigne de l'écho important rencontré par la sortie du rapport en mars 2018; deux décisions de justice concernant le guide santé de la Miviludes ont fait l'objet de dépêches AFP ; nombreux articles sur la prévention des risques dans le domaine de la santé; dossier des Brigandes.

Monsieur Foulques-Gazagnes interroge sur le succès de la pétition du Pr Joyeux sur la vaccination (800 000 signataires). Le président relève que le sujet de la vaccination est fédérateur de mouvements très divers dont certains sont signalés comme présentant des risques sérieux de dérive sectaire. Il reste que ce sujet alimente aussi une vision complotiste et un discours de défiance à l'encontre des autorités de santé.

Madame Catherine P, indique au sujet [REDACTED], que l'UNADFI entend se constituer partie civile.

2) Activités au 1^{er} semestre 2018

- Volume et nature des interrogations (voir document joint en annexe) : les demandes sont plus nombreuses et il y a des dossiers lourds qui font l'objet de saisine du Procureur de la République.
- Formations : poursuite des sessions ENM, EHESP, mais davantage de formations délivrées sur les dérives sectaires.
- Sur la prévention de la radicalisation en revanche, il y a beaucoup moins de sollicitation que l'année précédente.
- Dossiers signalés : Last Reformation; promotion de la méditation, levée de fond de la Société Elvita.

Mme B interroge sur la méditation. Le président relève la forte demande dans le domaine de l'enseignement et la multiplication des offres. Même sous l'appellation « pleine conscience » ou « méditation laïque », il y a une variété de pratiques, de qualité d'encadrement. La Miviludes note des risques qui ne sont pas de nature sectaire, mais liés à l'amateurisme de certains intervenants, au manque de recul, à la présentation toujours avantageuse des résultats et des études. La Miviludes reçoit des signalements et des interrogations.

S'agissant du mouvement « the Last Reformation », il est précisé qu'il a été créé par un pasteur danois qui pratique des exorcismes, des guérisons miraculeuses. On trouve de nombreuses vidéos sur Youtube de ses interventions. Il a créé le « Jesus hotel ». Le mouvement cherche à s'implanter en France et un couple de médecins a été convoqué par le conseil départemental du conseil de l'ordre des médecins pour leur prosélytisme mettant en avant leur profession.

3) Coordination des actions et programmation

Pôle Mineurs /Éducation

30 % des demandes portent sur des questions en lien avec le « bien-être » à l'école et liées à des pratiques « non conventionnelles ». Sous prétexte de « mieux vivre ensemble » ou de « gérer son stress » des associations, ne disposant pas d'agrément de l'Éducation nationale, proposent aux établissements scolaires des séances d'apprentissage de la méditation, de la CNV ou encore des « massages entre enfants ». Certaines associations entretiennent la confusion dans la présentation de formations, les qualifications (certifiées par elles-mêmes), séduisent les personnels de l'Éducation nationale et s'adressent à des enseignants parfois en difficulté de gestion de classe, surfent sur « le climat scolaire », le bien-être et la performance.

16 % des demandes portent sur des écoles alternatives et leur rapide augmentation est notable.

Des actions de sensibilisation auprès des personnels de l'Éducation nationale ont été menées: intervention lors d'un séminaire des CT sociaux et de santé des recteurs (sur invitation de la DGESCO), interventions auprès des personnels d'encadrement de l'académie de Versailles (IA-IPR, IEN-ET-EG et IEN premier degré, animation du réseau des personnels de direction et du réseau des professeurs documentalistes).

DGESCO - Les liens Miviludes / ministère de l'Éducation nationale sont renforcés par des réunions régulières d'échanges sur les dossiers et des pistes d'actions (bureau DGESCO en charge des dérives sectaires, mais aussi DAF, pour les établissements hors contrat) Un courrier commun du ministre de l'Éducation nationale et du Président de la MIVILUDES (à l'attention des recteurs, DASEN, IEN premier degré, Chefs d'établissements et conseillers MPPS des recteurs) a été adressé pour la transmission numérique du rapport d'activité de la Mission.

Parallèlement, on observe une recrudescence dans les signalements de propositions inquiétantes adressées directement aux mineurs.

Une nouvelle action nationale de prévention et d'information à l'attention des parents serait pertinente.

DPVA – recommande d'organiser une nouvelle campagne de formation.

Pôle Santé

1) Sur les 6 derniers mois, on note : l'influence de mouvements connus de la Miviludes derrière l'augmentation du refus de vaccination; l'augmentation des signalements sur des situations de radicalités alimentaires (2 premiers décès en France directement en lien avec des jeûnes extrêmes) ; les propositions dangereuses pour la santé au sein des salons Biozen.

2) Les actions de sensibilisation et de formation sont en augmentation : EHESP, session inter-écoles; intervention sur les maltraitances et les dérives sectaires envers la personne âgée – module de formation sur la protection des personnes majeures; animation du module interprofessionnel sur les enjeux des maisons de santé alternative ; formation des conseillers insertion du réseau des MLI de Bretagne et DIRECCTE Bretagne...

3) Un guide « Personnes âgées et maisons de santé » a été mis en ligne sur le site de la Miviludes. Il signale aux professionnels les points de vigilance à avoir, les actions de prévention à mettre en place et les conduites à tenir. Un travail a été engagé avec la Sous-Commission de la Famille de la Maison du barreau (maltraitance et emprise de la personne âgée).

Il est annoncé le lancement du groupe de travail en septembre avec le CNOM et ARS IDF sur les pratiques à risques.

Pôle Economie-Travail-Formation professionnelle

Le pôle a initié une nouvelle sensibilisation auprès du CDSE (grandes entreprises) et poursuivi des formations auprès des DGDDRF et des Missions locales d'insertion.

Une collaboration nouvelle a été engagée avec l'AMF sur les entreprises de vente multiniveau ou marketing réseau qui s'adressent pour certaines à des jeunes tout juste majeurs.

La DGCCRF mène actuellement une enquête sur les pratiques rencontrées sur les salons bio-zen.

DGEFP. Le projet de loi sur la formation professionnelle fait l'objet d'une grande attention, les amendements et le développement de France compétence présentant des enjeux importants en matière de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. .

Quelques dossiers connaissent des développements judiciaires : les TMI, la Communauté de l'agneau, Lonydanse (Stéphane C. a été condamné pour escroquerie, vols, faux et usage de faux et abus de biens sociaux à 1 an de prison en avril 2018).

Pôle Sécurité

1) Le pôle assure de nombreuses actions de sensibilisation et de formation (1428 personnes concernées au 1^{er} semestre). Pour la gendarmerie: EOGN (élèves officiers), OGR, Cdt de Cie, CNFPJ Enquêteurs, CNFRO (rens), CNFRO, GNVLDS + personnels SCRC et formation décentralisées région de gendarmerie Midi-Pyrénées et Groupement de gendarmerie de Haute-Marne; pour la police : ENSP / Cannes-Ecluse promotion 2018 OPJ, St-Cyr-au-Mont-d'Or promotion 2018 commissaires de Police, session inter-écoles. Le pôle a participé à la session de formation ENM Paris et à un séminaire ENM Bordeaux.

2) Actions : outre les échanges très fréquents avec les unités de gendarmerie et de police et les offices et services intervenant sur la problématique sectaire (CAIMADES – OCRVP), SCRC, PJGN (ATP et DLCC), OCLAESP, OCLTI, Préfecture de Police, GNVLDS; le pôle a développé des échanges avec les

services spécialisés DGGN (SDPJ, BAC, DOE, SDAO, BLAT, CAE) et GIGN (de 2015 à 2017). Le pôle a réalisé des observations *in situ* dans trois salons bio-zen à Paris. Enfin, le pôle a rencontré et développé des échanges avec les nouveaux ODL gendarmerie sensibilisés sur le sujet des dérives sectaires (Espagne et Portugal).

3) Perspectives: le pôle doit poursuivre les formations-sensibilisations aux entreprises privées et publiques en lien avec le pôle écofi.

Le SCRT indique 260 notes sur le 1^{er} semestre, avec comme thèmes principaux: la santé, le développement des écoles hors contrat, les éco-villages et les mouvements anti-spécistes.

De leur côté, la Caimades et les services spécialisés de la gendarmerie informent sur le nombre exceptionnel d'enquêtes en cours.

4) Points divers

- L'entrée en vigueur du Règlement général sur les données personnelles (RGPD) entraîne du point de vue de la Miviludes deux types de conséquences : comme tous les organismes qui enregistrent des données personnelles, elle est soumise au règlement et peut être confrontée à l'exploitation que peuvent en faire des mouvements pour perturber son fonctionnement (comme cela a été le cas avec la loi Cada); mais le RGPD peut surtout avoir un impact positif pour limiter l'exploitation abusive des données, certains mouvements collectant, exploitant et exportant (aux EU notamment) systématiquement l'ensemble des données sensibles concernant leurs adeptes.

- Le président informe sur les relations avec le Parlement: une sensibilisation de la délégation au droit des femmes à l'AN s'est tenue et la Miviludes a été consultée sur la question de l'allongement des délais de prescriptions (sujet sur lequel l'AFIS est en désaccord avec beaucoup d'associations qui souhaitent au contraire un allongement des délais).

L'ensemble des présents approuve l'utilité d'une relance d'un groupe parlementaire sur les sectes.

Madame Catherine P : évoque la rencontre organisée à Riga par la Fecris et l'intérêt des nouveaux contacts noués avec les pays du Nord de l'Europe.

La séance est levée à 12h30.



Mesure de l'activité (1^{er} janvier-30 mai 2018)

Du 1^{er} janvier au 8 juin 2018 : **1154 demandes**

Répartition par mois

Janvier	215
Février	212
Mars	255
Avril	181
Mai	239
<i>Moyenne mensuelle</i>	<i>220 demandes</i>

Ventilation par pôle

Secrétariat général	409
Pôle santé	253
Pôle mineurs	121
Pôle documentation	113
Pôle sécurité	118
Pôle écofi-formation pro	109
Pôle communication	97

Ventilation par type

Particulier Avis	524
Particulier Signalement	425
Institution	132
Association	62
Entreprise	10
Journaliste	10

Transmissions

Procureur	3
MEN et rectorat	6
CRIP	2
DJEPVA	2
ARS	8
CNOM	3
autres	3

Déplacements, formations-sensibilisations

- 3 réunions en préfecture (La Réunion, Gard, Bouches-du-Rhône)
- 25 formations dérivées sectorielles dont la session ENM et la session à l'EHESP
- 6 formations radicalisation
- Colloque international de la FECRIS à Riga



PREMIER MINISTRE

Mission interministérielle de vigilance
et de lutte contre les dérives sectaires

Ordre du jour

Conseil d'Orientation et Comité exécutif de pilotage opérationnel
11 juin 2018

- 1) Actualité institutionnelle**
 - La Miviludes dans les prochains mois
 - Revue de presse
- 2) Activités au 1^{er} semestre 2018**
 - Volume et nature des interrogations
 - Dossiers signalés
 - Formations
 - Rencontres et déplacements en région
 - Prévention de la radicalisation
- 3) Coordination des actions et programmation**
 - Pôle Mineurs
 - Pôle Santé
 - Pôle Economie-Travail-Formation professionnelle
 - Pôle Sécurité
- 4) Points divers**
 - La question des données personnelles (RGPD)
 - Relations avec le Parlement